

# Être citoyen européen : Quelle signification aujourd'hui ?

## Les quatre volets de la raison et la tâche d'une citoyenneté critique

Christian Arnsperger  
FNRS & Chaire Hoover (UCL)

Conférence prononcée le samedi 31 janvier 2004  
dans le cadre de « Culture et Savoir »,  
cycle de formation permanente de l'Institut Supérieur de Philosophie  
et de la Faculté de philosophie et lettres de l'UCL

### Introduction

L'intitulé de votre cycle de formation me semble révélateur : « Le citoyen européen : Clés pour le *comprendre*, voies pour le *construire* ». Formuler la question de cette manière, c'est bel et bien affirmer d'emblée quelque chose qui, effectivement, me semble prégnant : la « citoyenneté de l'Europe » est une chose à la fois étrangement *inscrutable* — de sorte qu'il faut chercher à la « comprendre » tout en s'y trouvant déjà — et encore fortement *embryonnaire* — de sorte qu'il faut encore la « construire » tout en étant déjà déterminée par elle. Voilà deux circularités qui, quand on y réfléchit, signalent à la fois la limite et la chance du projet européen. Circularité *interprétative* d'abord, ou herméneutique : je suis citoyen européen, certes, mais comment puis-je comprendre plus pleinement ce que je suis, grâce à quelles « clés » puis-je donner un sens plus profond à ce que je suis ? Circularité *architectonique* ensuite, ou déhiscente : je suis citoyen européen, mais comment puis-je mieux construire ce que je dois devenir, par quelles « voies » puis-je développer plus pleinement ce que je suis appelé à être ?

Vous ne serez guère surpris de vous rendre compte qu'en parlant ainsi, j'aie d'ores et déjà puisé à la source même de l'Europe et de son *héritage rationaliste* : l'Europe comme terre natale de l'utopie scientifique et l'Europe comme terre natale de l'utopie politique. En effet, comprendre et construire sont les deux composantes nécessaires de tout grand projet qui veut donner à la *raison humaine* une place à la fois constitutive et constructive. La raison humaine *constitue* ses objets en interprétant le monde pour en dégager une compréhension aussi pleine et entière que possible ; et la raison humaine *construit* des subjectivités en s'inscrivant aussi pleinement et entièrement que possible dans le devenir actif du monde. Ainsi, chercher des clés pour comprendre le citoyen européen et des voies pour le construire, c'est d'emblée se placer au niveau d'exigence le plus élevé que requière le projet de la raison qui a vu le jour en Europe : nous sommes à la recherche à la fois d'une « Science de la citoyenneté » (c'est la dimension constitutive) et d'une « Politique de la citoyenneté » (c'est la dimension constructive).

Par ces quelques mots d'introduction, je vous aurai déjà signalé que je n'interviendrai ce matin ni comme politologue, ni comme juriste, ni même comme économiste, mais bien comme *philosophe politique*. C'est en effet en partant de l'héritage

complexe et multiforme du rationalisme européen que j'essaierai de formuler ce que je crois être le principal défi d'une citoyenneté européenne aujourd'hui, et de dire comment ce défi doit à mes yeux colorer la construction européenne<sup>1</sup>. C'est presque un poncif de le dire, mais s'il y a bien une chose qu'a légué au monde entier (pour le meilleur ou pour le pire) la Modernité qui a vu le jour dans la vieille Europe, c'est la conviction problématique selon laquelle l'être humain est un être de raison. Or, en usant de sa raison on peut faire au moins deux choses : *se montrer raisonnable* et *se raisonner* ; eh bien, il me semble que c'est précisément en cela que consiste notre attitude spontanée à l'égard de la citoyenneté européenne. Car il faut bien avouer qu'être citoyens de l'Europe n'est pas quelque chose que nous faisons ou que nous ressentons très profondément, contrairement à être par exemple citoyens de Bruxelles ou citoyens wallons, flamands ou belges. Certes, on dit souvent à juste titre que « la citoyenneté est en crise » — la citoyenneté en général, c'est-à-dire le sentiment qu'ont les individus d'appartenir à une ou plusieurs entités politiques qui leur accordent des droits et leur imposent des devoirs. Mais les droits et devoirs liés à notre appartenance à l'Europe sont probablement encore plus flous ou éloignés que tous les autres. Du coup, nous devons réellement *nous raisonner* afin de « construire » en nous, quelquefois par le savoir historique et politique, quelquefois par l'information juridique, quelquefois par l'incantation, un *sens* de ce que peut signifier être citoyen de l'Europe.

## La double originalité de la construction européenne

L'argument habituel est celui de l'éloignement des institutions, de leur peu de visibilité physique pour les citoyens, de leur caractère peu démocratique à certains égards — tout ceci n'est pas faux, mais c'est presque tout aussi vrai pour les institutions wallonnes de Namur ou les institutions belges de Bruxelles. Or, je voudrais vous soumettre une autre thèse. Si le Wallon se sent plus wallon qu'europpéen, si le Belge se sent plus belge qu'europpéen, il me semble que c'est plutôt à cause d'une *double originalité de la construction européenne* : d'une part, elle a pris un ampleur immense en très peu de temps (contrairement à l'émergence des identités régionales et nationales, qui a souvent pris des siècles) ; d'autre part, elle a émergé comme quelque chose de paradoxal que j'appellerais une proposition imposée — c'est-à-dire une idée qui a fait son chemin de manière inéluctable tout en ne s'appuyant jamais sur la violence politique pour avancer. On pourrait probablement trouver d'autres exemples de ce genre de processus dans l'histoire (je ne suis pas non plus, hélas, historien !), mais je pense qu'ils feraient tous montre de la même caractéristique : si une entité politique est construite d'un coup, *projetée* pour ainsi dire par une élite éclairée à l'issue d'un conflit meurtrier qu'elle espère éviter pour l'avenir, cette entité politique n'aura pas *émergé organiquement* comme par une lente auto-organisation ; au contraire, elle possédera les avantages et les inconvénients de toute construction qui est, si j'ose dire, *livrée clés en main*. Pour le dire encore une fois, l'Europe politique a été montée de toutes pièces en un éclair par un petit comité de sages, plutôt que d'émerger lentement à travers des interactions multiples et souvent anonymes ; dans le cas de l'Europe, on a artificiellement mimé en temps algorithmique l'émergence habituellement lente et organique, en temps réel, des entités politiques plus anciennes qui composent l'Europe elle-même : il me paraît assez clair que c'est cette originalité-là qui fait que nous sommes spontanément

---

<sup>1</sup> Je n'aborderai donc pas les questions plus vastes de l'État européen, du fédéralisme et des niveaux de pouvoir, etc. Il existe d'excellentes analyses sur le sujet, notamment celle de J.-M. Ferry, *La Question de l'État européen*, Paris, Gallimard, 2000.

obligés de *nous raisonner* (ou, comme on dit, de « nous pincer de temps à autre ») afin de nous souvenir que nous sommes aussi citoyens de cette entité-là.

Mais après tout, ce caractère artificiel n'est en rien surprenant. Il participe en réalité de ce que le philosophe français Jean-Pierre Dupuy a appelé le processus d'« artificialisation » et de « mécanisation » progressive des activités et des perceptions humaines<sup>2</sup> — processus d'artificialisation qui trouve sa racine dans la raison européenne elle-même : d'une certaine façon, la construction européenne est l'aboutissement d'une longue ère de l'*historicisme politique* qui a débuté, peut-être, avec la Révolution française de 1789 et dont l'enjeu philosophique, qui traverse les œuvres de Kant, Hegel et Marx (pour ne nommer que les trois plus grands), est précisément celui de la place de la raison humaine dans l'histoire : est-ce le déroulement historique qui impose à la raison sa forme et ses contenus, ou est-ce au contraire la raison qui planifie et construit ce qui devient histoire ? Pour le dire autrement : les révolutions s'imposent-elles à la raison par leur dynamisme même, ou est-ce au contraire la raison qui doit « encadrer » les révolutions pour les rendre raisonnables ? Ou encore : la tâche de la raison est-elle de rendre raison *a posteriori* des lois immanentes à l'émergence historique, ou cette tâche de la raison est-elle au contraire de fixer *a priori* les critères d'une construction qui pourra s'inscrire dans l'histoire de façon raisonnable ? Ce qu'on a perçu en Europe occidentale — à tort ou à raison — comme l'alliance infernale entre la pensée de Hegel, la philosophie de la *praxis* politique de Marx, et le drame de la Révolution bolchevique de 1917, a définitivement fait basculer la tâche de la raison vers la construction raisonnable : la politique devient une tâche de planification et de construction, où l'artificiel prime sans conteste sur l'organique. Malheureusement, on voit presque immédiatement apparaître l'usage tout aussi infernal que firent les Nazis de cette même idée (en allant jusqu'à planifier avec une rationalité diabolique l'un des pires génocides de l'histoire), et la perversion hitlérienne qui consiste à prôner la planification la plus rationnelle au nom de l'appartenance la plus organique qui soit au « peuple germanique », à la « nation aryenne », à l'« espèce authentique », etc. ...

Dans l'après-guerre, la construction européenne est un effort pour reprendre à nouveaux frais cette idée de *construction raisonnable a priori* (contre l'idée d'émergence rationalisable *a posteriori*) tout en espérant éviter les travers des révolutions et des totalitarismes de la première moitié du siècle. Comme construction raisonnable, l'Europe politique n'a ni le côté exaltant d'une émergence révolutionnaire brutale, ni le côté rassurant et évident d'une émergence organique lente ; c'est bien là ce qui, je pense, rend la citoyenneté européenne si atypique : nous cherchons à travers notre héritage rationnel (pas avec notre cœur, ni avec nos tripes) à nous inscrire dans l'horizon *construit* d'une citoyenneté « en raison », d'une citoyenneté « raisonnable ». Si nous devons parfois, comme je l'ai dit, *nous raisonner* pour nous convaincre que nous sommes citoyens de l'Europe, c'est parce que cette citoyenneté ne peut plus nous exalter spontanément ni par un projet révolutionnaire de renouveau radical, ni par un projet traditionaliste de retour à des sources religieuses ou culturelles ; à l'inverse, c'est une citoyenneté qui nous demande, comme je l'ai dit aussi, de *nous montrer raisonnables* face à un avenir dont nous savons — parce que cela est inscrit dans l'héritage même de notre raison — qu'il est à *construire*.

Ce que je voudrais faire maintenant, c'est détailler un peu davantage avec vous le contenu de notre héritage rationnel européen et d'en tirer des implications sur la manière dont cet avenir devrait être construit.

---

2 Voir notamment J.-P. Dupuy, *Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembre*, Paris, Bayard, 2022.

## Les quatre volets de la raison européenne

Le préambule du projet de Constitution européenne signale « que l'Europe est un continent porteur de civilisation ; que ses habitants, venus par vagues successives depuis les premiers âges, y ont développé progressivement les valeurs qui fondent l'humanisme : l'égalité des êtres, la liberté, le respect de la raison<sup>3</sup> ». La triade *égalité-liberté-rationalité* est donc jugée fondatrice jusqu'aujourd'hui par ceux qui veulent expliciter ce qui « unit dans la diversité » les citoyens européens. Mais il s'agit d'une définition de la citoyenneté non pas substantielle ou traditionaliste, mais bien *formelle ou procédurale* : ce qui fonde la citoyenneté européenne, c'est que chaque citoyenne est présumé pouvoir faire un *usage également libre de sa raison*. Mais cette raison, nous dit-on, n'est pas n'importe quoi : c'est une raison ancrée dans des « valeurs qui fondent l'humanisme » ; et ces valeurs se sont « développées progressivement » dans la « civilisation » européenne. On doit donc en tirer les conclusions : la civilisation européenne, c'est la culture de l'usage égal et libre de la raison à travers l'histoire. C'est une tradition, mais une tradition anti-traditionaliste. Une *tradition rationaliste*. J'identifierai quatre grands volets de cette tradition paradoxale : l'héritage *spirituel* de la culture européenne, l'héritage *matériel*, l'héritage *intellectuel* et l'héritage *politique*, chacun d'eux donnant naissance à l'une des « facettes » de cette raison que sont censés exercer de façon libre et égale tous les citoyens européens.

Commençons par les trois premiers volets.

(1) L'héritage spirituel est celui des *grandes religions chrétiennes* (orthodoxie, catholicisme et protestantisme) et de leur évolution en contact avec l'Orient. Au contact du rationalisme, ces religions sont toutes — à des degrés divers mais réels — entrées dans ce que le philosophe français Jean Greisch appelle « l'âge herméneutique de la raison »<sup>4</sup> : à travers la *raison herméneutique*, chacune des religions chrétiennes a développé des techniques d'exégèse et d'interprétation qui leur ont permis de s'écarter progressivement d'un littéralisme trop naïf dans l'étude des textes fondateurs. Cette raison herméneutique a aussi infiltré toutes les autres sphères de l'existence, comme en témoignent tant la psychanalyse que le souci (quelquefois naïf lui aussi, mais réel) de la « communication » et de l'« intercompréhension culturelle »<sup>5</sup>.

(2) L'héritage matériel est celui de la *culture marchande/ capitaliste* qui, comme l'ont montré de grands historiens de la modernité (Karl Polanyi, Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein<sup>6</sup>), a émergé en même temps que l'expansion interne et externe des États-nation européens. Les besoins spécifiques de l'organisation efficace de la production et des échanges (sans oublier les besoins du rapatriement efficace des matières premières pillées dans les colonies ...) ont fait émerger un rapport spécifique entre fins et moyens : à travers la *raison instrumentale*, les économistes mandatés par les couronnes européennes ont progressivement élaboré et raffiné l'idée d'une minimisation des coûts à fins donnés, ou d'une maximisation du rendement à moyens donnés. Cette raison instrumentale a, elle aussi, infiltré de très nombreux secteurs de l'existence, allant jusqu'à monopoliser le terme de « rationalisation » qu'on n'utilise presque plus aujourd'hui que dans le cadre de l'économie et de ses avatars.

3 V. Giscard d'Estaing, *La Constitution pour l'Europe*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 83.

4 J. Greisch, *L'âge herméneutique de la raison*, Paris, Cerf, 1985.

5 Sur la question du soubassement culturel de l'Europe, voir notamment E. Morin, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987; P. Koslowski (dir.), *Imaginer l'Europe : Le marché européen comme tâche culturelle et économique*, Paris, Cerf, 1992.

6 K. Polanyi, *La Grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983 ; F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 3 volumes, Paris, Armand Colin, 1979; I. Wallerstein, *Le Système du monde du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Flammarion, 1984.

(3) L'héritage intellectuel est celui du *projet philosophique de l'Aufklärung*, qui correspond à l'idéal humaniste par excellence : « éclairer » les esprits à l'aide d'une raison capable d'analyser, de comprendre, et surtout de démystifier les fétiches des anciennes superstitions. La nécessité d'interroger des présupposés religieux, métaphysiques ou coutumiers jusqu'alors pris pour de l'argent comptant a fait apparaître un nouveau rapport du sujet humain au monde et à soi : par l'exercice de la *raison critique*, je peux prendre distance à l'égard de multitudes de choses autour de moi et en moi-même, que je croyais jusque-là évidentes et intangibles. Cette raison critique s'est, elle aussi, diffusée dans de nombreux domaines de l'existence, comme en témoigne la psychanalyse (encore elle), mais aussi la méthode historico-critique d'étude des textes religieux, qui complète la méthode herméneutique.

Qu'est-ce que tout ceci a à voir avec la citoyenneté européenne ? Je situerais la chose au niveau du rapport que des citoyens porteurs de ce triple héritage spirituel, matériel et intellectuel peuvent et doivent établir entre eux. Le philosophe italien Gianni Vattimo, dans le sillage du philosophe allemand Martin Heidegger, a diagnostiqué au long de l'histoire de l'Occident — c'est-à-dire de l'Europe et de ses satellites américains — une trajectoire d'« affaiblissement de l'être »<sup>7</sup>, c'est-à-dire notamment une perte de consistance progressive de ce qui est censé unir spontanément et organiquement les hommes et les cultures. Cet affaiblissement est évidemment lié de façon très étroite à l'avènement de la raison herméneutique, de la raison instrumentale et de la raison critique : comme citoyen, je me rapporte aux autres comme à des êtres incertains de qui ils sont et de qui je suis, des êtres que je peux éventuellement instrumentaliser dans nos rapports économiques fugaces, et dont la présence même semble critiquer (ou en tout cas relativiser) mes propres convictions. Du coup, *c'est dans l'héritage même de la raison européenne que s'inscrit la « pluralisation des êtres », à la fois leur diversité foisonnante et leur individualité particulière*<sup>8</sup>.

Cette pluralisation des êtres contredit des appartenances organiques parfois trop mythiques ; elle peut se doter d'un outil puissant et positif à travers ce que, dans un article sur l'universalisme européen<sup>9</sup>, j'avais appelé la *fluidité marchandisante* et qui consiste dans une ouverture maximale aux événements de la « circulation » des objets et des êtres humains. Je pense sincèrement que si nous parvenons à opposer cette fluidité marchandisante à son contraire, la *férocité marchande* qui est liée non à la circulation mais à l'« accumulation » — si nous parvenons, donc, à affirmer dans notre héritage matériel la dimension de la marchandise *contre* la dimension du capital — nous pourrions ouvrir des horizons inédits *grâce* à l'affaiblissement de la raison européenne. Mais attention : il nous faut pour cela une *acuité critique impitoyable* de manière à ne pas laisser ces êtres « pluralisés » et « affaiblis » que notre raison nous destine à devenir en pâture à l'irrationalité violente, monolithique et durcissante du capital et de la recherche de profit. Cette acuité critique fait, elle aussi, partie de notre héritage rationaliste européen, comme l'a montré la déconstruction marxiste des fictions du capitalisme, et comme le montre aujourd'hui le mélange d'anarchisme et de créativité qui bouillonne en Occident face à la mondialisation. Dès lors, faire un usage rationnel de nos trois premiers héritages, c'est à mon avis faire émerger des citoyens européens plus soucieux d'hospitalité que de profitabilité, plus soucieux de pluralisme que d'efficacité économique, plus soucieux de circulation que d'accumulation, etc<sup>10</sup>.

---

7 G. Vattimo, *La Fin de la modernité : Nihilisme et herméneutique dans la culture post-moderne*, Paris, Seuil, 1987.

8 Voir Ch. Arnsperger, « Le pluralisme au-delà de la raison et des pouvoirs. L'ancrage "trans-raisonnable" de la raison libérale », *Revue philosophique de Louvain*, vol. 98 (2000), pp. 83-106.

9 Ch. Arnsperger, « L'universalisme européen face aux valeurs de la postmodernité : Rôle et limites du capitalisme de marché », *Annales d'études européennes*, vol. 5 (2001), pp. 363-398.

10 Pour une discussion en ce sens, voir G. Debunne, *A quand l'Europe sociale ?*, Paris, Syllepse, 2003.

Vous allez me dire que tout ceci est bien abstrait. Comment, en me réclamant d'un héritage et en déclinant cet héritage selon trois de ses facettes — raison herméneutique, raison instrumentale et raison critique — puis-je prétendre m'opposer à ce qui a l'air aujourd'hui, au contraire, d'un mouvement *réellement existant* qui va plutôt dans la direction de la férocité marchande et de la logique d'accumulation du capital, de la concurrence et de la lutte planétaire ? Est-ce que l'objectif avoué de l'Europe n'est pas, pour les cinq années à venir, de « devenir l'économie la plus compétitive du monde », c'est-à-dire d'émuler les Etats-Unis en espérant les dépasser ? ... Est-ce que l'Europe n'est pas actuellement une sorte de « camp de base retranché » plutôt qu'une *Lichtung*, une « clairière » ouverte à l'hospitalité et à la fluidité ? C'est évidemment vrai, et cela signale que si la raison critique peut s'allier aux raisons herméneutique et instrumentale pour faire primer une conception de la circulation sur une conception de l'accumulation, cette même raison critique doit s'allier avec un quatrième volet, la *raison politique*, si elle espère pouvoir réellement provoquer des changements institutionnels et législatifs. J'en viens donc au quatrième volet de notre héritage rationaliste :

(4) L'héritage politique est celui du *projet de la démocratie raisonnable*, qui a émergé en concomitance avec le projet philosophique de l'*Aufklärung*, est partagé selon des variantes diverses par un grand nombre de courants philosophiques allant du moralisme rigoriste kantien à l'empirisme conventionnaliste humien. A la diversité irréductible des conceptions — notamment religieuses — du bien individuel n'est plus vue (comme elle l'était encore chez Hobbes) comme un obstacle à la coexistence des citoyens, mais au contraire comme la chance de voir émerger un nouveau type d'entente interindividuelle : à la faveur de la *raison politique*, on entrevoit la possibilité d'une entente entre citoyens qui, tout en s'accordant sur leurs désaccords, sont à la *recherche constante d'un compromis social* qui ne se stabilise jamais complètement mais qui prend progressivement l'allure d'un « Bien commun <sup>11</sup> ». Cette raison politique influence toutes les sphères de l'existence dans lesquelles il peut être raisonnable d'éviter volontairement des désaccords trop explicites et trop définitifs, afin de sauvegarder les possibilités de coopération sociale.

## La tâche d'une citoyenneté critique

La combinaison entre raison critique et raison politique est à la base de ce que j'appellerais *l'impératif d'une citoyenneté critique* : forts de notre tradition rationaliste européenne, nous pouvons être à la fois désireux de compromis politiques entre factions irréductiblement antagonistes et désireux de porter sur la scène politique des modèles critiques de société — des alternatives parfois radicales à cette logique d'accumulation du capital qui semble pour l'instant avoir « monopolisé » les prétentions à la rationalité : visions sociales fortement égalitaristes, accueil des plus pauvres de la planète en guise d'aide au développement, autogestion dans les entreprises, etc. Le défi auquel répondent de tels citoyens est le suivant — et il me semble être le défi principal de toute notre construction européenne actuelle : *comment concilier raison politique et raison critique pour éviter que les contradictions inhérentes à la raison herméneutique (opposition individu/communauté) et à la raison instrumentale (opposition efficacité/solidarité) ne se durcissent en apories, et continuent au contraire à être porteuses de créativité sociale ?* Le propre de citoyens critiques est que, tout en respectant des règles démocratiques qu'ils soumettent

---

<sup>11</sup> Voir Ch. Arnsperger, « Le bien commun comme compromis social : Deux conceptions de la négociation politique », à paraître dans *Éthique publique*, printemps 2004.

à leur jugement critique, ils défendent leurs visions alternatives de la société avec conviction, qu'ils cherchent tous les moyens légaux (et que la démocratie européenne leur permet de plus en plus, elle qui semble s'ouvrir de plus en plus aux groupes citoyens en tous genres <sup>12</sup>) qui pourront permettre à ces visions d'avoir une place dans l'imagination et les aspirations d'un nombre croissant d'Européens. Il s'agit donc de faire advenir en Europe une citoyenneté articulée autour de ce que le juriste et philosophe brésilien Roberto Mangabeira Unger appelle l'« *expérimentalisme démocratique* » <sup>13</sup> : la possibilité qu'au sein même des procédures démocratiques — et notamment à la faveur du principe de subsidiarité, qui permet à cet égard une grande diversité d'arrangements « locaux » — des sous-ensembles de citoyens soient autorisés à expérimenter des modes alternatifs de vie en société. D'après ce que j'ai dit jusqu'ici, cet expérimentalisme démocratique est inscrit de façon inhérente dans l'horizon d'une citoyenneté raisonnable, d'une citoyenneté « en raison » telle que la prône le projet de Constitution européenne.

Inutile de dire que cette même Constitution viole allègrement cet idéal quand elle semble instaurer une vision très monolithique de l'organisation politique et de l'organisation économique de l'Europe. La signification de la citoyenneté européenne est fortement tronquée si, comme semble l'indiquer le projet de Constitution, aucun mode production, aucun régime de contrôle des changes, aucun mode d'organisation du travail, etc., ne sont prévus autres que ceux qui existent déjà, et qui témoignent d'une vision très « néolibérale » (monétariste, *supply-side*) de l'économie et de son rôle dans la vie politique et sociale. *La tâche peut-être la plus urgente d'une citoyenneté critique aujourd'hui est donc, certainement, de critiquer la philosophie sous-jacente à ce projet de Constitution, et d'exiger que soit sauvegardé un espace d'expérimentation économique et sociale beaucoup plus vaste que ne semble le permettre ce texte dans sa version actuelle.*

Il me semble que ce n'est qu'en combinant ainsi, et de façon toujours réfléchie et critiquée, les quatre volets de l'héritage rationaliste de l'Europe qu'une citoyenneté européenne pourra prendre une signification réelle et durable.

---

12 Voir par exemple V. de Coorebyter, La citoyenneté, Dossier n°56 du CRISP (Bruxelles), décembre 2002, pp. 100-107.

13 R. M. Unger, *Democracy Realized : The Progressive Alternative*, Londres, Verso, 1998.